



# Funérailles sous haute surveillance du professeur tué en France

(AFP) -

Avec émotion et sous haute surveillance, la ville d'Arras, dans le nord de la France, s'apprête à rendre jeudi un dernier hommage au professeur de français Dominique Bernard, poignardé à mort devant son collège-lycée par un ancien élève radicalisé, un assassinat qui a placé le pays en état d'alerte.

Les obsèques de ce professeur de 57 ans, marié à une enseignante et père de trois filles aujourd'hui majeures, débiteront à la cathédrale d'Arras (Pas-de-Calais) à 10H00, en présence du président français Emmanuel Macron, de son épouse Brigitte et du ministre de l'Éducation Gabriel Attal.

Présidée par l'évêque d'Arras Mgr Olivier Leborgne, la cérémonie religieuse sera retransmise sur grand écran sur la place des Héros, au pied du beffroi de la ville.

Une grande partie du centre d'Arras fait l'objet d'un important dispositif de sécurité pour ces obsèques, avec interdiction de stationner depuis mercredi soir et de circuler jusqu'à jeudi 15H00.

Les cours sont suspendus le matin au collège-lycée Gambetta-Carnot, théâtre de l'attaque, permettant au personnel et aux élèves d'y assister.

Le décès de Dominique Bernard le 13 octobre, survenu presque trois ans jour pour jour après l'assassinat du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty en région parisienne par un jeune homme radicalisé, a suscité une onde de choc, en particulier chez les enseignants.

- "Belle personne" -

Dans un entretien mercredi à l'hebdomadaire chrétien français La Vie, la mère et la soeur de l'enseignant, décrit par ses collègues et ses élèves comme un homme passionné et à l'écoute, disent espérer qu'il "soit le dernier" professeur assassiné.

"Si seulement ça pouvait créer un électrochoc pour nous faire dire à tous qu'il faut de la tolérance, pour que la France reste une terre d'accueil", ajoutent-elles.

"C'était une belle personne, quelqu'un qui était fidèle en amitié, qui s'appuyait sur des valeurs profondes", a confié mercredi à l'AFP Paule Orsini, ex-collègue et cofondatrice avec lui de l'université populaire d'Arras, qui assistera aux obsèques.

"Ca me semble important d'y aller, parce que cela concerne la cité scolaire dans laquelle j'ai étudié pendant neuf années de ma vie" et "pour honorer la mémoire de M. Bernard", explique Tristan, étudiant de 20 ans.

Il dit aussi avoir été "autrefois un ami" de l'assaillant, Mohammed Mogouchkov, 20 ans, avec qui il était en classe de seconde et dont il veut "faire le +deuil+".

La France est passée en alerte "urgence attentat" dès le soir de l'attaque menée par ce Russe radicalisé, qui se revendique de l'organisation Etat islamique.

Le collège-lycée Gambetta-Carnot a été évacué lundi matin après une fausse alerte à la bombe, maintenant élèves, parents et enseignants sous tension.

D'autres alertes ont entraîné ces derniers jours des évacuations d'établissements scolaires dans toute la France, ainsi que du musée du Louvre à Paris, du château de Versailles ou encore d'aéroports.

- Inquiétude -

L'inquiétude s'est encore aggravée avec les meurtres lundi soir à Bruxelles en pleine rue de deux Suédois, un attentat revendiqué par un Tunisien ensuite abattu par la police.

Une minute de silence a été respectée lundi dans tous les collèges et lycées de France en mémoire de Dominique Bernard et de Samuel Paty. Selon Gabriel Attal, "357 perturbations et contestations" ont été recensées lors de ces hommages.

L'assaillant a été mis en examen pour assassinat en lien avec une entreprise terroriste et écroué mardi soir. Son frère de 16 ans l'est pour complicité et un cousin de 15 ans pour abstention volontaire d'empêcher un crime.

Mohammed Mogouchkov avait semé la panique dans l'établissement le 13 octobre au matin, deux couteaux en



main, tuant Dominique Bernard avant de blesser trois autres adultes, dont deux grièvement, puis d'être interpellé. Fiché pour radicalisation, il était suivi par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) "depuis la fin du mois de juillet", selon le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, en raison des liens avec son frère, emprisonné pour sa participation à un projet d'attentat visant le palais de l'Élysée (résidence du président), et son père, lui aussi fiché par le renseignement.

Ce dernier, expulsé en 2018 est "très probablement" en Géorgie, selon une source policière.

Afp le 19 oct. 23 à 03 50.

